



E X P O S I T I O N

# Naatango

*75 ans de partenariat au Sénégal*



#MondeEnCommun

 **AFD**  
AGENCE FRANÇAISE  
DE DÉVELOPPEMENT

75

ans. C'est une histoire longue et profonde qu'entretiennent le Sénégal et l'AFD. La plus longue d'un continent où se réalise aujourd'hui plus de la moitié de nos engagements. Une histoire marquée par les évolutions permanentes de nos activités qui, au fil des années, se sont détachées de la notion exclusive du banquier. Dépassant le rôle premier d'émetteur monétaire, l'Agence est devenue l'outil principal de l'aide française comme en atteste ses changements de nom. De la Caisse centrale créée en 1941 et établie en Afrique de l'Ouest dès 1942 jusqu'à l'Agence Française de Développement en 2001, notre activité s'est diversifiée au fil de ces 75 années. Mais la constance de nos partenaires reste immuable et c'est pour eux et à travers eux que le changement opère. C'est par leurs actions répétées et continues que le cœur de la mission de l'AFD se réalise. Par leur ténacité, leur courage, les efforts quotidiens de ces milliers d'individus ici et ailleurs contribuent à faire reculer la pauvreté et à asseoir le développement économique.

« *Naatango* » soit « *partenaires* » en wolof. Avec ce mot nous voulons célébrer ces noces d'albâtre en rendant hommage à celles et ceux qui font l'AFD. Des partenaires précieux et anciens. Au lieu de laisser place aux statistiques des rapports financiers, nous avons souhaité donner la parole à ces femmes et ces hommes qui construisent le Sénégal d'aujourd'hui et de demain. Du développement humain, rural ou urbain, de l'environnement à l'eau, en passant par l'énergie et l'éducation, tous les secteurs d'activité sont représentés ici par leurs acteurs clés, bien souvent des modèles citoyens. À l'exemple de Amadou Gueye Seye, redresseur d'école qui se bat pour offrir des conditions d'éducation décentes aux élèves casamançais, de Léopold Faye, ancien officier reconverti dans les énergies renouvelables qui apporte l'électricité dans les foyers ruraux, ou encore de Sagna Awa Ndiaye qui offre des opportunités d'insertion professionnelle aux jeunes chômeurs. Mais ne vous y trompez pas, à travers les quatorze portraits contenus

dans cet ouvrage et exposés à Dakar en juillet 2018, nous avons voulu rendre hommage à ces femmes et ces hommes mais également aux institutions pour lesquelles ils travaillent ou ont travaillé. Bien entendu, nous n'oublions pas tous les autres : ministères, institutions, entreprises publiques ou privées, collectivités, ONG, avec lesquelles nous avançons chaque jour pour un lendemain meilleur. Il n'était pas possible de les représenter tous et toutes, mais nous voulons les assurer que nous leur attachons la même importance et leur offrons la même reconnaissance. Dans cet ouvrage, vous allez découvrir des histoires de vie riches et les parcours pluriels de ceux qui vivent le développement au premier plan, sur le terrain, en contact avec les populations bénéficiaires de nos activités. Car contrairement à ce que l'on pourrait croire, les structures passent, s'effacent, disparaissent mais les femmes et les hommes demeurent.

Naatango yep ...\*■

*\*crois dans ton partenaire et tu avanceras sur ton chemin*

**Mamadou Moustapha BA**

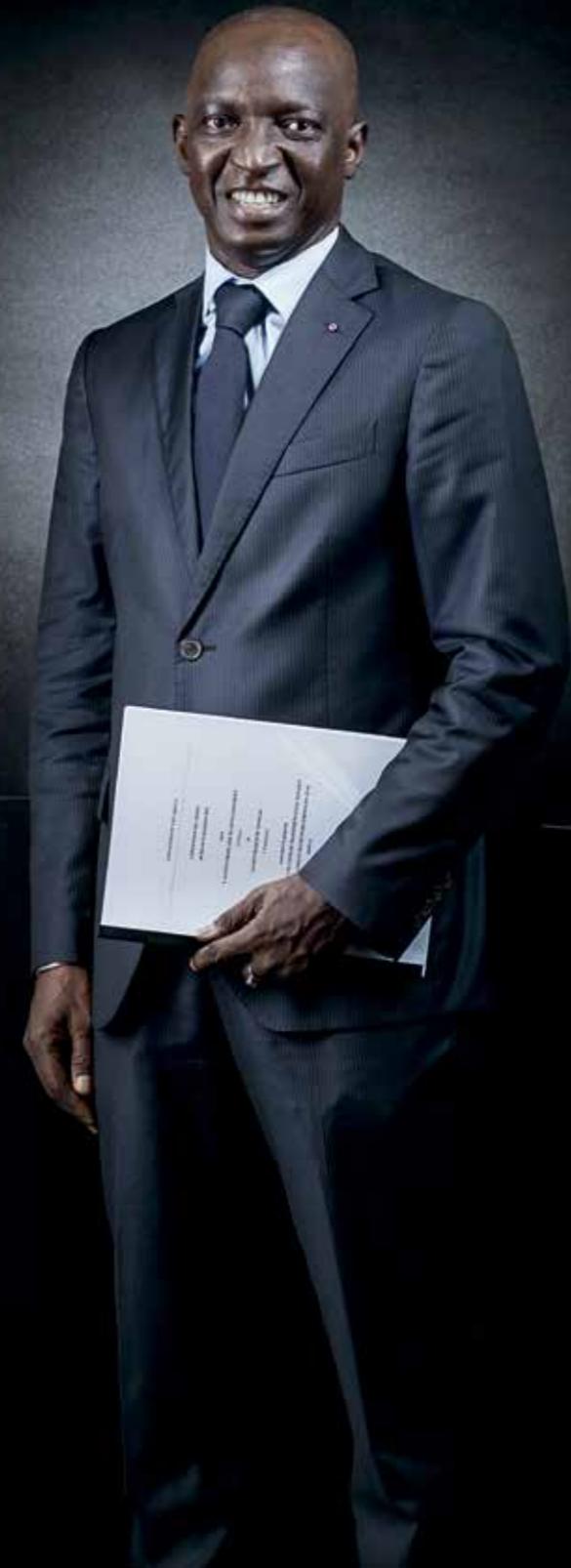
Directeur du budget au ministère  
de l'Économie, des Finances et du Plan

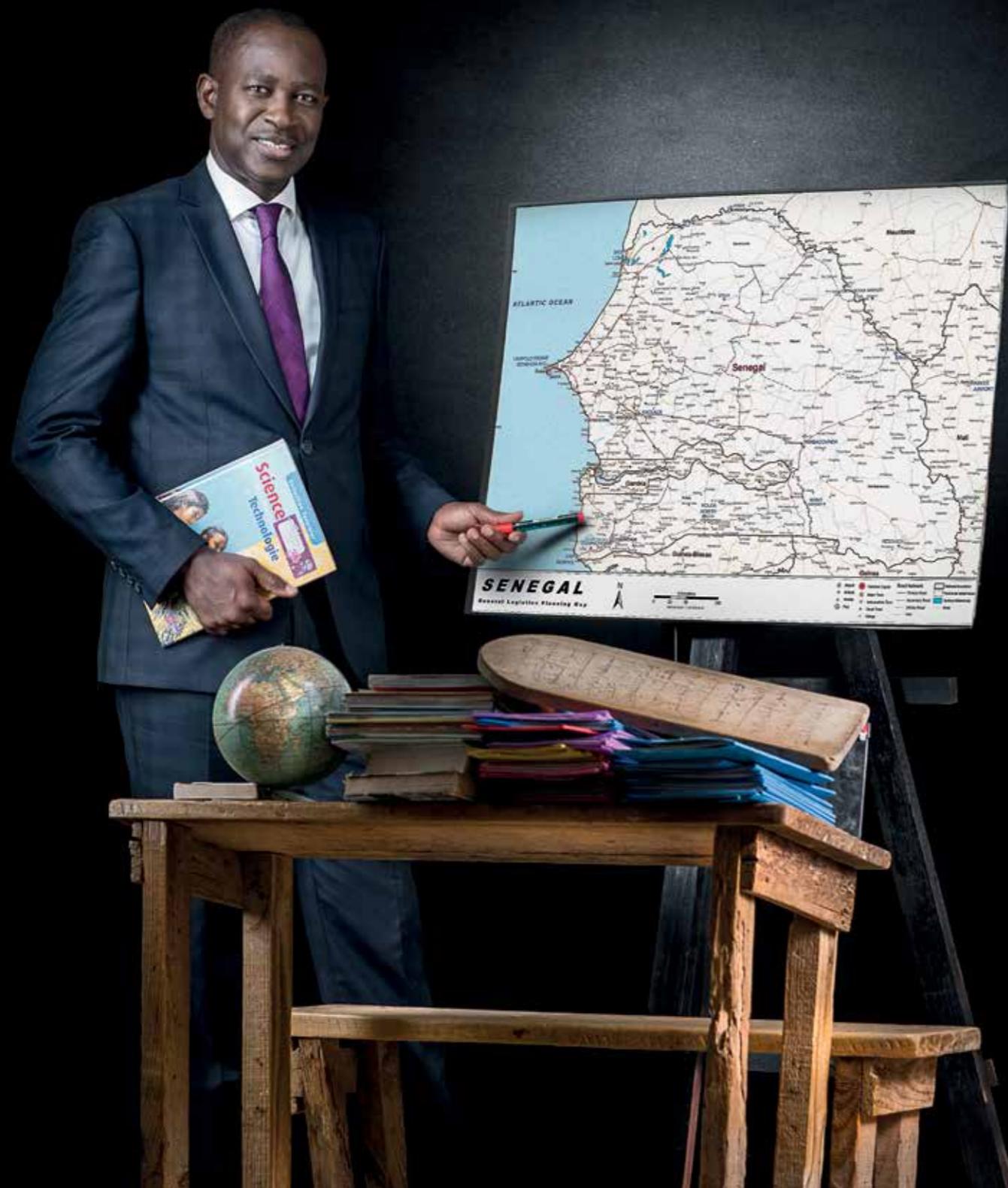
## Le premier Naatango

**S**ur sa table de travail, les dossiers s'empilent en petits monticules bien classés. Téléphone au creux de l'oreille, stylo pincé entre le pouce et l'index, il n'y a pas cinq minutes sans qu'une sonnerie ne retentisse dans le bureau de Mamadou Moustapha Bâ, Directeur général du budget au ministère de l'Économie, des Finances et du Plan. « *Je parle au moins quatre fois par jour au ministre* », lance-t-il dans un large sourire, nullement perturbé par son rythme de travail effréné. Tous les jours depuis quatre ans, de 8h à 23h, il jongle entre les innombrables projets de financement des 52 bailleurs du Sénégal. Plus de 6 000 milliards de CFA pour le développement du pays. Nous sommes ici dans le réacteur de l'émergence sénégalaise, et M. Bâ en est le cœur. Né dans un village du département de Kaolack, M. Bâ entre à 11 ans au Prytanée militaire de Saint-Louis, école d'excellence des futurs dirigeants de la nation. Garçon travailleur et appliqué, il ne se départit pas pour autant d'un esprit frondeur qu'il dit hérité d'un ancêtre de sa région, Maba Diakhou Bâ, le marabout qui a tenu tête à la France coloniale, défenseur des petits cultivateurs. Au lycée, il fait partie des syndicalistes et des grévistes.

Mais ses camarades le connaissent surtout sous le surnom « *Bosquier* », du nom du footballeur français des années 1960. « *J'étais un grand joueur, promis à un bel avenir* ». Mais le destin en décida autrement. À seize ans, son père décède et il décide de poursuivre des études en économie. « *J'ai dû me faire tout seul* », confie-t-il. En 1992, il sort de l'école nationale d'Économie appliquée et rejoint immédiatement les rangs du ministère des Finances où il fera toute sa carrière. Attaché au secteur agricole, il collabore avec l'AFD notamment sur les projets d'aménagement du fleuve Sénégal. Sur une cinquantaine de projets coordonnés, ceux qui l'ont le plus touché sont les centres de formation de la région Nord « *permettant aux agriculteurs de prendre en mains leur destin*, raconte-t-il. *Les aménagements hydroagricoles, tous les bailleurs en font. Mais le travail de formation en amont de la production, c'est l'avantage comparatif de l'AFD* ». Depuis 2012, l'Agence a apporté un volume de financement jamais égalé au Sénégal, avec près de 1,1 milliard d'euros de conventions de financements conclues. « *En termes de coopération bilatérale, l'AFD est le premier partenaire du Sénégal sur les dix dernières années* », souligne M. Bâ. Un « *Naatango* » dit-on en wolof.

L'une des forces du partenariat est son articulation avec le Plan Sénégal émergent (PSE). Les trois domaines de concentration de l'AFD s'inscrivent dans les trois axes du plan : transformation structurelle de l'économie et croissance, protection sociale et capital humain, gouvernance démocratique et sécurité. Les financements sont portés par six secteurs prioritaires du PSE : infrastructures et services de transport (24 %), santé et protection sociale (16 %), agriculture (13 %), eaux et assainissement (10 %), énergie (6 %), éducation (6 %). « *Ces six secteurs du PSE représentent 82 % du financement de l'Etat et des bailleurs, avance M. Bâ. Voyez comme nous sommes alignés !* » Enjoué malgré une charge de travail herculéenne, Moustapha Bâ aime son métier, moins les sacrifices. « *Diriger le budget, de sa conception à son exécution, d'un pays en voie de développement, c'est une grande responsabilité*, affirme-t-il. *Je n'ai pas beaucoup de vie de famille. J'ai pitié de mon futur remplaçant car ce travail demande un engagement au-delà du raisonnable.* » Mais M. Bâ ne plie pas. Entre ses mains, il tient la bourse du pays. Une part de son avenir. Il est 21h. Le téléphone sonne. Il est temps de se remettre au travail. ■





**Amadou GUEYE SEYE**

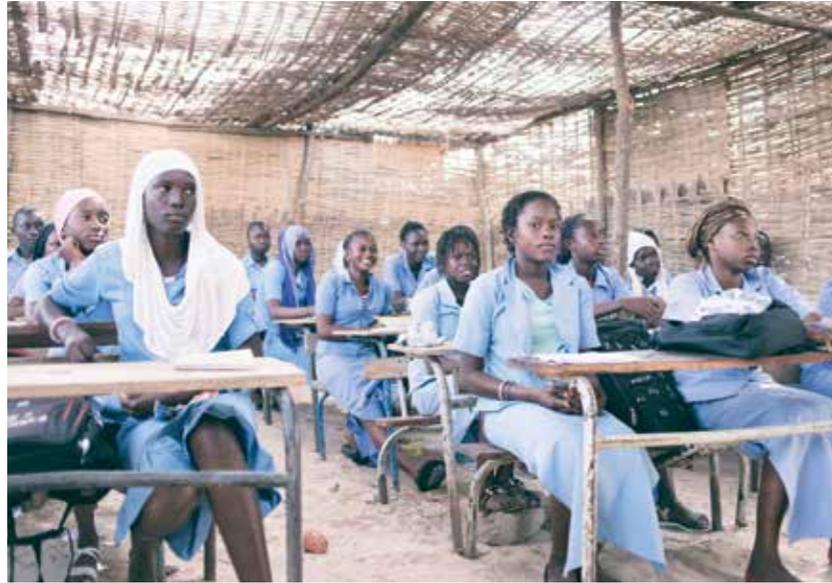
Coordonnateur de projet, secteur Éducation

## De la paille à la brique, parcours d'un redresseur d'école

**A**madou Gueye Seye est ce que l'on peut appeler un redresseur d'école, et ce depuis sa première journée dans le monde de l'éducation. Il s'en rappelle avec force détails, lorsqu'il est arrivé à 22 ans, jeune diplômé de l'école normale, dans le petit village de Mékhé où il avait été fraîchement nommé au poste de directeur de l'école. La classe de CM2 était en piteux état. Aucun élève n'avait été admis au collège. « C'était le désarroi dans les familles du village », raconte-t-il. Avec l'aide de quelques camarades de promotion, il réorganisa l'établissement, créa deux nouvelles classes et travailla inlassablement à la remise à niveau des cours. Quatre ans plus tard, sur 23 élèves, 17 furent admis. Une réussite qui marqua profondément les habitants du village, dont certains sont devenus, grâce à lui, pharmacien ou enseignant. « Jusqu'à présent, ils ont gardé un lien très fort avec moi. Je leur rends régulièrement visite lors d'événements, mariages et enterrements. Ils font comme partie

de ma famille». Cet esprit de solidarité appuyé d'un soigneux travail de proximité, Amadou l'a mis à contribution tout au long de sa carrière, notamment lors de ses nombreuses collaborations avec l'AFD. Docteur en géographie, formé à l'Institut de Géographie de la Sorbonne et à l'Université de Rouen, passionné de cartes, il s'est d'abord fait remarquer par l'Agence en 2005. Cartographiant le réseau des écoles publiques et privées dans le cadre du projet d'éducation dans les banlieues de Dakar (PEBD), il a permis une meilleure prise en compte des besoins de ces établissements. Puis, à travers le projet d'appui à l'enseignement moyen (ADEM) en 2012, il a contribué à la lutte contre l'engorgement des salles de classe du grand Dakar, définissant les lieux les plus propices à la construction de 8 nouveaux collèges et la réhabilitation de 9 existants. Le projet fournira 20 000 places supplémentaires aux élèves sénégalais. Depuis 2013, il est coordonnateur du projet d'amélioration de l'éducation de base en Casamance (Paebca).

Dans cette région, les jeunes doivent apprendre dans des conditions très rudes. « La plupart des écoles sont des abris provisoires construits en tiges de mil ou en lamelles de bambou, explique Amadou. Les enseignements ne peuvent se dérouler que pendant sept mois au lieu des neuf requis. À la rentrée, il faut attendre la fin des travaux champêtres pour construire les écoles qui seront détruites par les pluies de l'hivernage très tôt. » Soutenu à hauteur de 10 millions d'euros par l'AFD, Paebca devrait permettre de remplacer ces écoles de fortune par la construction de 30 établissements en matériaux solides et durables. Le projet permettra la scolarisation de 9 000 élèves dans des conditions optimales d'éducation. « Tous les établissements seront équipés de salles informatiques et de laboratoires. Il y aura aussi des ouvrages annexes avec des bibliothèques, des salles spécialisées, des puits et des latrines séparées », appuie Amadou le sourire enthousiaste. La tâche est encore vaste mais à l'évidence, le redresseur d'école n'est pas prêt de prendre sa retraite. ■



**ACADÉMIE DE ZIGUINCHOR / 2017**

Abri provisoire du collège Boucotte Est. Ces abris seront remplacés par des constructions en dur dans le cadre du projet Paebca.



**ACADÉMIE DE DAKAR / 2017**

Cours de science dans une salle du collège Unité 18 Parcelles Assainies qui a bénéficié d'une extension et d'une réhabilitation de ses infrastructures (projet ADEM).



**ACADÉMIE DE ZIGUINCHOR / 2017**

La rénovation de la cellule d'animation pédagogique dans le cadre du projet Paebca a permis la fourniture de tablettes pour filmer la prestation d'un enseignant par un autre enseignant. Cette vidéo sert de base pour l'analyse de la pratique enseignante lors d'une séance entre collègues de la même discipline. Ici au collège Boucotte Sud.



**ACADÉMIE DE DAKAR / 2017**

Terrain de sport et salles du collège de Hann Bel Air réhabilitées dans le cadre du projet ADEM.

**Awa Ndiaye SAGNA**

Directrice du Centre de formation  
aux métiers portuaires et de la logistique

## Larguez les amarres ! Cap sur la réussite

**D**ans son établissement, Sagna Awa Ndiaye possède l'aura d'une bienfaitrice qui a élevé la discipline en formule de réussite. « *Les compétences ce n'est pas juste avoir la tête pleine. Il faut aussi posséder un savoir être et surtout être préparé au monde de l'entreprise* », appuie-t-elle dans son bureau de directrice du Centre de formation professionnelle aux métiers portuaires et à la logistique (CFMPL). Depuis qu'elle occupe ce poste, dès l'ouverture du site en 2010, Madame Ndiaye a fait de son école dakaroise un modèle de performance. « *Nous avons un taux d'insertion dans le marché du travail de 100 % pour nos conducteurs et de 80 % toutes filières confondues* ».

Au Sénégal, en 2017, le marché du travail devait absorber 275 000 jeunes dont seulement 65 % ont achevé le cycle primaire et 15 % ont bénéficié d'une formation professionnelle. Pour pallier l'inadéquation entre les besoins du marché du travail et les formations professionnelles, l'AFD a octroyé 16 millions d'euros à l'État sénégalais pour la construction de

cinq centres sectoriels de formations professionnelles dans le cadre du projet de qualification des ressources humaines (PQRH). Mécanique automobile, machinisme agricole, BTP, agroalimentaire, logistique et portuaire sont les secteurs couverts. Avec deux ports en construction, le Sénégal souhaite devenir un acteur incontournable du commerce maritime en Afrique de l'Ouest. « *Les jeunes savent que le portuaire est un métier d'avenir* », dit Madame Ndiaye. Originaire de Saint-Louis, avant-dernière d'une fratrie de dix, elle a fait ses classes non loin de la mer. « *Mon père est décédé quand j'avais treize ans. Deux de mes frères et une soeur ont quitté ce monde jeunes. J'ai dû avoir très tôt le sens des responsabilités.* »

Première de sa classe de la sixième jusqu'à la fin de ses études d'ingénieur chimiste, elle a toujours aimé les challenges. « *J'ai un tempérament de gagneur* », lance-t-elle. Pendant ses douze ans à Colgate-Palmolive, elle s'est occupée des laboratoires, de la production de la glycérine avant de terminer par la sécurité et

l'environnement. « *Les travailleurs du port n'avaient pas de formation. Nous devions nous occuper nous-même de la manutention de nos navires et former le personnel* ». Alors quand s'est ouvert le poste de directrice du CFMPL, elle a vu l'opportunité de changer le système à la racine.

« *Aujourd'hui, de nombreuses entreprises sélectionnent nos diplômés car ils sont meilleurs. La discipline est la raison de leur réussite. On leur apprend à être à l'aise devant un jury, à rédiger une lettre de motivation et à parler en public. Même si parfois ils ont l'impression d'être à l'armée, ils se rendent vite compte que ce n'est rien comparé à l'entreprise* ».

La méthode semble efficace. En 2015, l'école a été sélectionnée parmi les dix centres de formation de référence en Afrique par un comité éducatif de l'Union africaine. Mais pour Madame Ndiaye, la satisfaction se trouve ailleurs. Sans doute chez ces parents d'élèves qui peinent à contenir la fierté de voir leur enfant réussir. « *Vous l'avez transformé* », disent-ils en joie. Et c'est le plus beau des cadeaux. ■





**DAKAR / 2017**

Au centre de formation aux métiers portuaires (Cap Dakar), un apprenant s'exerce avec un chariot porte-conteneur.



**DIAMNIADIO / 2016**

Formateur, Seydou Ba (en gris) apprend à ses élèves les principes de l'installation de systèmes solaires photovoltaïques.



**DIAMNIADIO / 2016**

Financé par l'AFD, le centre sectoriel de formation professionnelle aux métiers du BTP (CSFP-BTP) accueille les élèves après le collège ou le bac. La formation dure deux ans. Les filles représentent 10 à 15% des effectifs.



**DIAMNIADIO / 2016**

Au CSFP-BTP, des élèves s'exercent en binôme à l'atelier plomberie.



**Fatou NDIAYE**

Directrice des travaux à la Société nationale des eaux du Sénégal

## Comment résoudre les problèmes à la source

**F**atou Ndiaye est un long fleuve tranquille. Un caractère paisible comme les eaux du lac de Guiers, le bassin d'eau potable qui abreuve la majorité des habitants de Dakar. Pourtant, cette directrice des travaux de la Société nationale des eaux du Sénégal (SONES) qui y a passé toute sa carrière, de 1991 à aujourd'hui, a déjà eu plusieurs sueurs froides et dû éponger quelques ruptures dans les conduites. La plus importante, celle que connaissent tous les Dakarais, est survenue le 12 septembre 2013, à l'usine de pompage et de traitement d'eau potable de Keur Momar Sarr. La casse d'une pièce en acier, située à la sortie de l'usine, a perturbé l'approvisionnement en eau de la capitale pendant trois semaines. M<sup>me</sup> Ndiaye, se rappelle avec précision les manifestations qui ont envahi les rues suite à cet accident.

Cette rupture a révélé les carences du système d'approvisionnement en eau du Sénégal qui fait face à une pression toujours plus forte de consommateurs de plus en plus nombreux. « *La population grandit et on court derrière la demande* », explique M<sup>me</sup> Ndiaye. Face à cette crise, l'AFD a dégagé une aide d'urgence de 10 millions d'euros. Les investissements prioritaires identifiés par la SONES ont permis de renforcer la sécurisation des infrastructures de production et de transfert d'eau du lac de Guiers. Les travaux sont encore en cours, « *nous sommes en train de changer le système anti-bélier, dit M<sup>me</sup> Ndiaye. C'est quand nous ouvrons les vannes et que l'eau déferle avec une telle force qu'elle peut endommager les installations.* » Le projet qui arrive à terme en 2018, prévoit ainsi d'améliorer le service d'eau potable pour 40 % de la production d'eau en faveur des

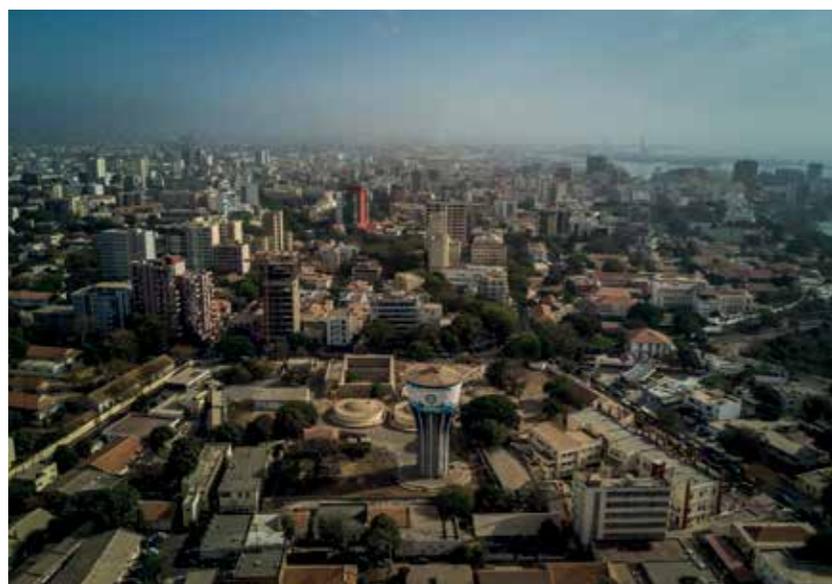
populations dakaroises. Durant sa longue carrière, Fatou Ndiaye a surtout forgé son expérience sur le terrain. « *J'aime me rendre sur place, voir les projets*, dit-elle. *Le terrain, c'est là où les choses se passent.* » Elle se rappelle notamment de la collaboration de la SONES sur le programme d'eau potable et d'assainissement du millénaire (Pepam) de 2007 à 2015. « *Grâce à l'aide de l'AFD, la SONES a pu construire seize châteaux d'eau, des forages et des extensions du réseau, des bornes fontaines et des branchements sociaux, qui sont des points d'eau subventionnés par l'Etat du Sénégal pour les populations défavorisées* », raconte-t-elle. La mise en place du Pepam a permis au Sénégal de devenir le premier pays d'Afrique à disposer d'un cadre unifié d'intervention au niveau institutionnel pour répondre aux Objectifs du millénaire pour le développement. ■



**ANNÉES 70**  
Photo d'archive.



**NGITH / 2018**  
Ouvrier dans la salle des motopompes de l'usine des eaux de Ngith. Ces deux motopompes (en jaune) ont été financées par l'AFD.



**DAKAR / 2018**  
Construit en 2016, ce château d'eau du Plateau fournit en eau la population dense du centre-ville de Dakar.



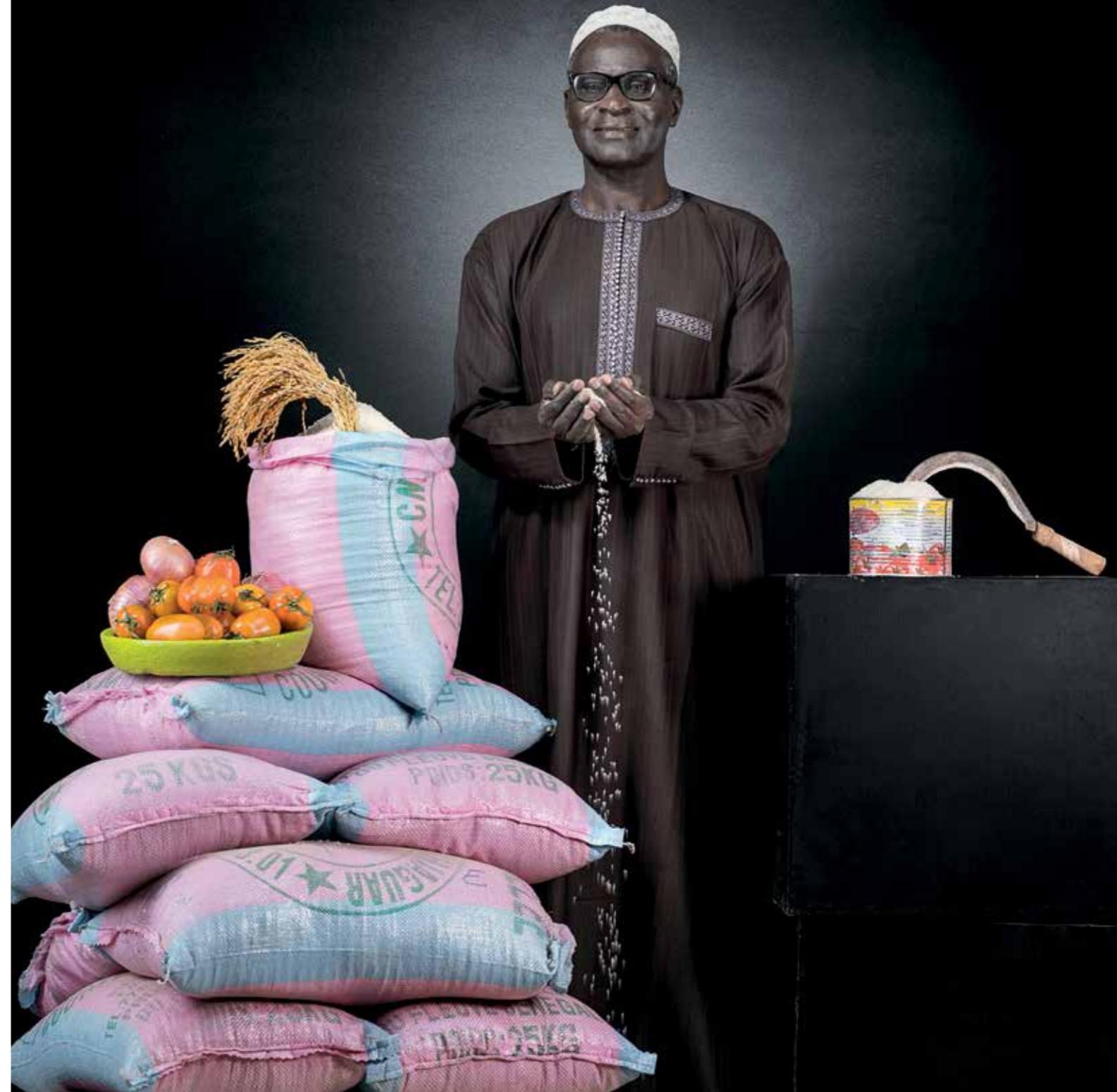
**DAKAR / 2018**  
Château d'eau dans le quartier du Plateau construit dans le cadre du programme d'eau potable et d'assainissement du Millénaire (PEPAM).

## À une rizière de l'autosuffisance alimentaire

**M**or Diop aime être entouré par la nature. Que ce soit dans sa ferme de trois hectares près du fleuve Sénégal ou dans la cour ombragée de sa maison de Dakar, la végétation le réconforte. Les plantes, les fleurs, les palmes grimpent aux murs ou s'étendent somptueusement sur le sol, tel un écran de verdure. « *J'aime tout ce qui est vert* », appuie-t-il complice. Ancien directeur général adjoint de la Société nationale d'aménagement et d'exploitation des terres du delta du fleuve Sénégal et des vallées du fleuve Sénégal et de la Falémé (SAED) de 1993 à 2000 puis de 2009 à 2013, Mor Diop, fraîchement retraité, a occupé de nombreux postes de terrain durant sa carrière. Une pluralité de titres, de chef d'opération à délégué départemental, qui ne répond qu'à une mission fondamentale : permettre au Sénégal d'être autosuffisant en riz. La tâche est primordiale, car le riz est l'un des aliments les plus consommés au Sénégal, à hauteur d'un million de tonnes par an. Impossible d'imaginer cuisiner les plats nationaux comme le Tiébou Dieune ou le poulet Yassa sans cette céréale. Pourtant, plus de la moitié du riz consommé dans le pays provient d'Asie, du Vietnam et de la Thaïlande principalement. « *En 2008, une crise internationale a frappé le*

*marché du riz. Plusieurs pays africains étaient proches d'une famine car ils dépendaient presque exclusivement des importations* », explique l'agronome de formation. Le Sénégal aurait pu être aussi fortement frappé, si l'agriculture locale n'avait pas permis cette année-là de produire 400 000 tonnes de riz. « *Il est important d'être autosuffisant pour ne plus dépendre du marché mondial, ajoute M. Diop. En plus nous en avons le potentiel !* ». L'appétence des Sénégalais pour le riz remonte à la colonisation, lorsque les Français ont introduit cette céréale sous forme de brisures depuis l'Indochine. Elle servait à nourrir les populations laborieuses qui avaient abandonné la culture du mil au profit de l'arachide, produit d'exportation favorisé par les colons. Depuis, le riz est devenu partie intégrante de la gastronomie nationale. Mais une seule région permet de le cultiver en grande quantité : le Delta et la vallée du fleuve Sénégal qui s'étend de Saint-Louis à Bakel. Créée sous le président Senghor, la SAED a pour but de développer l'irrigation sur la rive gauche du fleuve Sénégal afin d'atteindre l'autosuffisance. De nombreux aménagements ont été réalisés au fil des années. Mor Diop en a dirigé nombre d'entre eux en tant que chef de projet AFD. Il a appuyé la réhabilitation

d'infrastructures rurales via le projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et d'appui à la mise en marché (ASAMM), a encadré la formation de techniciens spécialisés en irrigation et a conduit la mise en place du projet de promotion des partenariats rizicoles dans le Delta du fleuve Sénégal (3PRD). C'est un projet innovant car mettant à contribution les bénéficiaires sur le financement de l'aménagement terminal. Utilisant de nouvelles terres irrigables, il met en place un système de commercialisation qui favorise la contractualisation avec des riziers et facilite ainsi l'écoulement de la production. Avec l'engagement des populations et les progrès agronomiques de la recherche comme la sélection de variétés plus productives permettant la récolte de 10 tonnes par hectares au lieu de 3 tonnes par hectare, Mor Diop en est convaincu, « *nous atteindrons l'autosuffisance à moyen terme* ». Il aura alors la satisfaction d'avoir, par son travail et celui de ses collaborateurs, permis d'atteindre cet horizon alimentaire. En attendant, il continue d'assurer l'autosuffisance culinaire de sa famille, en cultivant oignons et arachides sur ses terres. ■





**BASSIN ARACHIDIER / 1967**  
Dressage et sortie après le jaugeage.



**BASSIN ARACHIDIER / 1968**  
Un agriculteur travaille à l'amélioration des méthodes culturales grâce au semis en ligne.



**BASSIN ARACHIDIER / 1967**  
Démonstration et formation au matériel dans un village par la Société d'aide technique et de coopération (SATEC).



**BASSIN ARACHIDIER / 1968**  
Une culture attelée.



**Dominique NDONG**

Directeur général adjoint de l'Agence nationale  
pour la promotion des investissements et des grands travaux

## Un poète aux rêves autoroutiers

**S**i on devait résumer le travail de Dominique Ndong en un slogan, ce serait celui-ci : « créer une route, c'est créer un corridor de prospérité ». Des images similaires, cet ingénieur en génie civil, coordonnateur général des grands travaux, puis directeur général adjoint de l'Agence nationale pour la promotion des investissements et des grands travaux (APIX) aime en convoquer par poignées afin d'illustrer son travail et sa philosophie. « Le réseau routier d'un pays est son système sanguin. Les autoroutes sont des artères, les routes nationales ou départementales des veines qui irriguent le territoire. Elles permettent d'apporter le développement, l'échange économique et culturel à la façon des nutriments. »

Né sur l'île en coquillages de Joal-Fadiouth, lieu de naissance du poète et premier président de la République Léopold Sédar Senghor, Dominique Ndong appartient, comme lui, à l'ethnie Sérère. Un gage de fierté. « Nous, insulaires, nous avons un caractère fort et têtu », glisse-t-il. Après son bac, il étudie à l'école polytechnique de Thiès de laquelle il sort diplômé en 1978. Il est l'un des deux premiers ingénieurs de son village et reçoit les félicitations du président Senghor. Il est tout de suite engagé à 25 ans comme ingénieur géotechnicien par

le Centre expérimental de recherches et d'études pour l'équipement (Cereeq), correspondant au laboratoire national du Bâtiment et des Travaux publics. Il étudie les sols pour le dimensionnement des fondations de divers ouvrages de génie civil, et pour la construction des routes. « Au Sénégal, nous disposons principalement de la latérite, du sable, du basalte et des coquillages et nous devons nous y adapter. »

Dans l'open space, il est le seul ingénieur noir et doit faire ses preuves auprès de ses collègues français dans un climat parfois compliqué. Après un passage par la Compagnie sahélienne d'entreprises (CSE) en 1996, il rejoint sept ans plus tard l'Agence autonome des travaux routiers (actuellement AGEROUTE), en charge de la gestion du réseau routier national. Son premier contact avec l'AFD en 2005 se fera autour de la réhabilitation du pont Faidherbe, bel ouvrage en acier avec travée tournante, inscrit au patrimoine mondial de l'Unesco, exigeant une préservation architecturale et matérielle. Après avoir intégré en 2008 l'APIX, il collabore à nouveau avec l'agence dans la construction du premier tronçon autoroutier du pays, Dakar-Diamniadio, Aéroport International Blaise Diagne. Ce premier projet d'autoroute à péage, développé suivant une formule de partenariat public-

privé, a été soutenu à hauteur de 149 millions d'euros par l'AFD. Sa mise en service complète est intervenue en 2016. Le projet cherche à désengorger une capitale confrontée à de sérieuses difficultés de mobilité urbaine.

« On estime que les embouteillages font perdre chaque année au Sénégal 100 milliards de CFA », révèle M. Ndong. Durant sa carrière d'ingénieur, il a participé à la réalisation d'infrastructures dans toutes les régions du pays, ponts et routes. « Mais nous avons encore beaucoup à faire pour désenclaver certaines zones particulièrement au Sud du pays qui deviennent inaccessibles dès l'installation de l'hivernage. »

Il imagine la trame du futur réseau autoroutier du Sénégal. Il faudra relier les pôles de développement. Le tronçon touristique de l'aéroport AIBD à Saly, le tronçon religieux de Thiès à la ville sainte de Touba, le tronçon agrobusiness de Dakar à Saint-Louis.

« Le Sénégal est un havre pour la mobilité qui doit rayonner dans la sous-région », clame-t-il, imaginant encore des autoroutes vers le Mali, la Mauritanie et la Guinée-Bissau. « J'espère un jour pouvoir me rendre à Joal-Fadiouth par l'autoroute », confie-t-il. Revoir la terre de ses ancêtres en un trajet express. Le développement fait son chemin.

« Peut-être dans dix ans. » ■



**DAKAR / 2016**

Gare du train express régional (TER) qui dotera l'agglomération d'un système ferroviaire de transport de masse sur 38 km : de la gare centrale de Dakar au nouveau pôle urbain de Diamniadio, et à terme à l'aéroport Blaise-Diagne.



**RUFISQUE / 2016**

Des employés de surveillance contrôlent le trafic de l'autoroute au poste de contrôle de la gare de péage.



**DAKAR / 2016**

Un ouvrier travaille sur les rails lors du lancement officiel des travaux du TER par le président de la République du Sénégal (14 décembre).



**DAKAR / 2016**

La première autoroute à péage au Sénégal qui relie Dakar à Diamniadio, et son prolongement jusqu'au nouvel aéroport international Blaise-Diagne.

Ibrahima DIOUF

Directeur du bureau de mise à niveau des entreprises

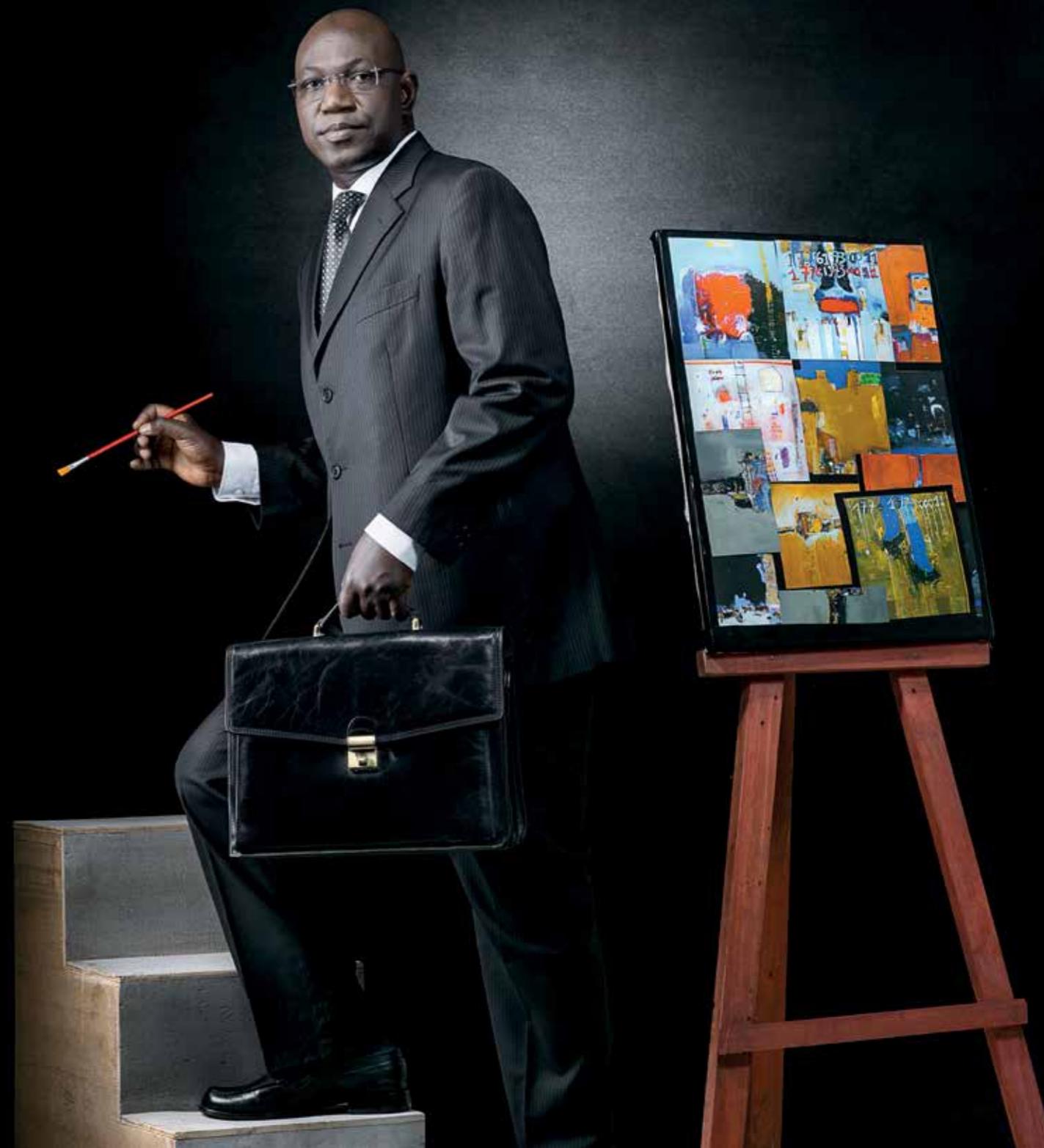
## La PME est un art comme les autres

**I**l y a deux passions dans la vie de Ibrahima Diouf : l'art plastique et les petites et moyennes entreprises (PME).

La première, impossible de la manquer. Lorsque l'on entre dans son bureau de directeur du bureau de mise à niveau des entreprises du Sénégal (BMN), les murs sont couverts d'œuvres chatoyantes. Partout où le regard se pose, il reste accroché au travail coloré d'un jeune artiste talentueux. La seconde est aussi évidente à déceler chez l'homme que ses collègues surnomment affectueusement « *Diouf PME* ». Une carrière entière dédiée au secteur privé. Depuis ses études parisiennes en droit international et européen et ses diplômes de gestion des PME dans les pays en développement et de sciences politiques (Identité et Organisation) des universités Paris I Panthéon Sorbonne et Paris IX-Dauphine, sa voie était toute tracée. « *De mon point de vue, les petites et moyennes entreprises sont le fer de lance des économies émergentes, clame-t-il, vigoureux. D'où l'importance d'établir un programme de mise à niveau spécifique au profit de ces entreprises qui solidifient notre économie en faisant face à la concurrence venue de l'étranger.* » Au lancement du plan Omega en 2001, une vingtaine d'experts dans

différents domaines sont réunis. M. Diouf travaille sur le secteur privé et recommandera de créer un département ministériel dédié aux PME afin de mieux canaliser le potentiel de ce tissu économique très dense au Sénégal. Dès 2004, l'AFD appuie la création d'un programme de mise à niveau (PMN) en octroyant au gouvernement sénégalais une subvention de 11,9 millions d'euros dans le cadre du programme d'appui au renforcement de la compétitivité des entreprises sénégalaises (PARCES). 60 grandes entreprises, telles Sedima ou Métal Afrique, sont accompagnées jusqu'en 2010. « *Ce projet pilote basé sur le modèle tunisien mêlant appui aux grandes entreprises et maillage des PME, fut si concluant qu'on le reconduisit de 2011 à 2018* », en y incluant les volets environnement et efficacité énergétique. Le gouvernement recevra une nouvelle subvention de 10,5 millions d'euros. Devenu directeur du BMN en 2012, Ibrahima Diouf chapeaute à partir de 2015, toujours avec l'AFD, l'extension (avec un appui de l'UE) d'un programme pilote de mise à niveau et sa simplification au profit des PME en Casamance : « *Dans la région nous accompagnons 25 PME par an dans leur projet et 10 entreprises de taille plus importante, soit au total 85 entreprises sur la période 2015-2018. Nous en sommes*

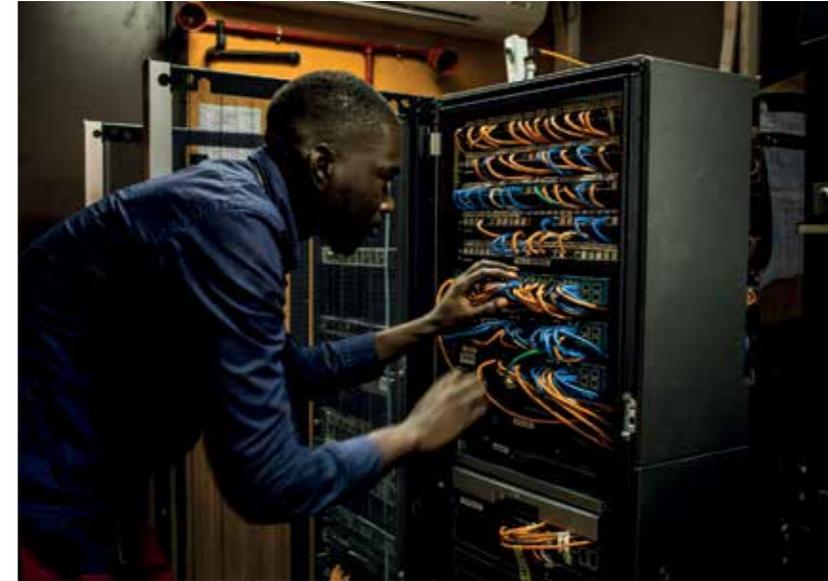
*aujourd'hui à 82 !* ». Depuis ses débuts, le BMN s'adapte également pour mieux accompagner les besoins des entreprises « *Nous multiplions les compétences et avons maintenant des experts en efficacité énergétique, en environnement, un expert agro-économiste et un point focal genre* ». En 2017, le programme Tekki Fi (réussir chez soi) voit le jour sur financement européen. Son objectif est de renforcer le tissu économique dans les zones de départ de migrants. Le BMN est encore à la manœuvre avec l'Adepcme. « *Ces départs saignent notre économie et dépeuplent notre pays en réduisant nos forces vives, alors qu'il y a tant de potentiels ici* », s'exclame Ibrahima Diouf. Il faut créer petit à petit le maillage des PME sur l'ensemble du territoire, dans des zones excentrées. Un travail de mécène patient et minutieux qui exige une implication personnelle, semblable à celle qu'il applique dans sa passion artistique. De la même manière que Ibrahima Diouf apporte aux PME conseils et financements, il donne aux jeunes peintres croisant son chemin, chevalets, toiles vierges et pinceaux, afin qu'ils déploient leur talent. Au fond, l'incitation à l'innovation et l'incitation à la création, n'ont-elles pas une seule et même origine ? ■





**DAKAR / 2018**

Hôtel Le Djoloff. Un employé vérifie le système de réfrigération et les panneaux solaires. L'hôtel est en partie autonome en énergie grâce aux panneaux solaires. L'extension du Djoloff a été en partie financée par l'AFD.



**DAKAR / 2018**

Un employé effectue des réglages dans le data center de Neurotech, une société spécialisée dans l'installation de systèmes informatiques pour les entreprises.



**DAKAR / 2018**

Terrasses du Djoloff.



**DAKAR / 2018**

Une employée de Neurotech dans un open space du siège social créé en 2003.

Isabelle de GUILLEBON

Directrice de l'ONG Samu Social

## Il faut une vie entière pour en sauver plusieurs

**C'**était soudain comme une évidence. « *Je me suis dit qu'il fallait que j'arrête de vouloir la paix dans le monde et ne rien faire pour y arriver* », martèle Isabelle de Guillebon. Une révélation subite alors qu'elle est au Sénégal en congé pour décompresser après que son employeur l'a forcée à licencier des dizaines de collègues. C'était l'injustice de trop. À 37 ans, elle démissionne de son poste de RH et renverse sa carrière. Le Sénégal, elle l'avait découvert en pointant son doigt au hasard d'une brochure du Club Med. Elle n'aurait jamais imaginé qu'une année plus tard, en 2003, elle partirait y vivre et établir le projet d'une vie qui en sauverait plusieurs. Aujourd'hui, cela fait exactement quinze ans qu'Isabelle de Guillebon a créé le Samu Social de Dakar. Un centre d'aide aux enfants des rues qui parcourt la capitale en bandes, boîtes de tomates vides en bandoulière pour recueillir de l'argent ou de la nourriture. « *Tout le monde les appelle Talibés mais moi je refuse de leur donner ce nom, dit-elle. Un talibé est un étudiant coranique. Alors qu'il s'agit ici d'enfants victimes d'une rupture*

*familiale ou d'une traite humaine* ». Chaque nuit une équipe du Samu Social composée d'un travailleur social, d'un soignant, d'un animateur et parfois d'une psychologue, part en maraude leur porter assistance. « *Le plus grave, c'est le traumatisme psychique et physique* », explique-t-elle. Quand ils ne peuvent leur apporter une aide de rue, ils ont la possibilité de les mettre à l'abri. « *Nous avons 30 lits mais accueillons souvent plus d'enfants. On les loge parfois deux par matelas ou sur des lits de fortune, c'est toujours mieux que la rue.* » Au centre, ils peuvent se ressourcer. Démarre alors un processus de sortie de rue. « *Nous travaillons sur la médiation familiale et tentons un retour auprès de leurs parents quand la rupture n'est pas trop grande, avance-t-elle. La tâche est ardue. On travaille avec la misère humaine, il n'y a pas pire. Des enfants privés de soin, d'affection, si exclus qu'ils ont perdu la notion de leur propre corps, on ne s'y habitue jamais. Alors on essaie de leur redonner une estime de soi* ». Dans ses efforts, le Samu Social reçoit, depuis 2009, l'appui financier de l'AFD, de la prise en charge au plaidoyer, en passant par

la formation. Des activités de groupe sont organisées et donnent parfois lieu à de belles histoires, comme celle d'Abou. Dans un atelier de poterie du Samu Social, il s'est découvert un talent de sculpteur. Repéré par des parrains et des artistes, il expose aujourd'hui ses œuvres, pour la deuxième fois, à la biennale de Dakar. « *Cette année, il a tout vendu, on n'en revenait pas* », s'émerveille Isabelle. D'autres réinsertions sont un succès, comme ce jeune passionné stagiaire dans une boulangerie ou celui-ci, devenu serveur à La Fourchette, l'un des meilleurs restaurants de la capitale. « *En quinze ans, nous avons pris en charge un peu plus de 7 000 enfants et ramené 1 500 en famille de façon durable. Dans l'absolu, ce sont de bons résultats mais c'est ridicule face à l'ampleur du problème.* » Même si Isabelle sait qu'il y aura encore de nombreux enfants des rues bien après sa retraite, elle ne se décourage pas. « *Il y a quinze ans, c'était un non sujet. Aucun politicien n'en parlait. Aujourd'hui, on sent que la prise de conscience s'amplifie dans la société sénégalaise* ». De l'onde à la vague, espérons que le sujet fasse bientôt un raz-de-marée dans l'opinion. ■





**Tamsir NDIAYE**

Directeur général de la société de gestion  
de l'énergie de Manantali

## En environnement comme en politique, l'union fait la force

**P**as besoin de prêcher un convaincu. Tamsir Ndiaye sait depuis longtemps que l'environnement est en péril. « *Quand j'étais enfant dans mon village de Maka Kahone (Région de Kaolack), il y avait beaucoup d'espèces d'arbres dont nous cueillions les fruits. Aujourd'hui elles ont disparu. Le désert les a remplacées.* » C'est en partie pour renverser le processus de désertification et de destruction de la biodiversité que ce « *fil de paysan* », comme il se décrit, a fait des études en science et en ingénierie des Sciences de la Terre. Après l'écho et l'engouement de la préparation de la conférence de Rio sur l'environnement en 1992, il quitte une société d'exploitation de phosphates pour travailler au Conseil Supérieur des Ressources naturelles et de l'Environnement (CONSERE) à la conservation du massif du Fouta Djallon (Guinée), « *le château d'eau de l'Afrique de l'Ouest où plus d'une quinzaine de cours d'eau transfrontaliers prennent leur source* ». Devenu aujourd'hui directeur général de la société de gestion de l'énergie du barrage de Manantali (SOGEM), il a depuis longtemps aidé à la croissance de l'Organisation pour la mise en

valeur du fleuve Sénégal (OMVS). Au début des années 1970, une grande sécheresse au Sahel réduit à certains endroits le débit du fleuve Sénégal à zéro. Il ne pleut pas ou alors très peu. Les cultures ne poussent pas et les populations assoiffées n'ont plus qu'un choix : émigrer. C'est dans ce contexte de crise qu'est créée l'OMVS. Son objectif est de mettre en commun les moyens financiers et humains de quatre pays (Sénégal, Mali, Mauritanie et Guinée) afin d'exploiter ce cours d'eau et en partager les bénéfices. Deux barrages sont créés dans les années 1980 : Diama et Manantali. Le premier empêche l'eau de mer salée de remonter sur environ 200 km le delta du fleuve, ouvrant le champ à l'irrigation des cultures. Le second crée une retenue d'eau de 11,5 milliards de m<sup>3</sup> et permet de produire 200 Mw d'électricité, de servir l'eau potable aux habitants de la région et d'irriguer les champs alentours, les pâturages, et les parcs nationaux, redonnant ainsi vie aux différents écosystèmes du bassin. L'OMVS est un modèle de coopération régionale exemplaire et le barrage de Diama un de ses fleurons. Grâce à des financements conjoints et le soutien de l'AFD qui entre 1980 et 2000 a prêté plus de 100 millions d'euros et

subventionné 20 millions, le projet a permis de fournir de l'eau à plus de 20 millions de personnes le long des 1800 km du fleuve. 100 % de l'eau distribuée à Nouakchott provient du barrage de Diama à travers l'ouvrage de l'Aftout. Dakar est alimenté à 60 % par le lac de Guiers qui se remplit grâce au barrage. L'exploitation du fleuve fournit aussi aux États une énergie hydroélectrique plus propre et moins chère. Deux centrales sont aujourd'hui en exploitation et une en construction. « *Dans ce projet, chaque pays retire des bénéfices au prorata de ses investissements*, explique T. Ndiaye. *Cela assure la stabilité de l'organisation et l'équité dans la gestion des ressources en eau.* » Vecteur de paix, outil diplomatique et environnemental, l'OMVS est loin d'avoir terminé son travail. « *Nous irriguons 145 000 hectares de cultures mais nous estimons que le potentiel d'exploitation pourrait aller encore jusqu'à 200 000 hectares* », lance-t-il. S'il n'a pas grand espoir de cueillir à nouveau les fruits disparus de son enfance, Tamsir Ndiaye sait que le combat pour l'environnement n'est pas encore perdu, tant qu'il y aura de l'eau. Car, à l'évidence, conclut-il : « *l'eau c'est la vie* ». ■



**DIAMA / 2018**

Vue sur le pont basculant de l'écluse du barrage de Diama. Les différentes écluses permettent de réguler le niveau d'eau.



**DIAMA / 1998**

Vue sur les équipements du barrage de Diama, la tour de contrôle et le bâtiment d'exploitation au fond. Ce barrage a été mis en service en août 1986.



**DIAMA / 2018**

Vue sur le chenal de navigation. Le barrage de Diama est situé à 26km au Nord de Saint-Louis sur le fleuve Sénégal.



**DIAMA / 1998**

Barrage de Diama

**Bokar SY**

Directeur général de la Banque de l'habitat du Sénégal, président de l'association professionnelle des banques et des établissements financiers du Sénégal et ancien diplômé de l'ex-CEFEB, l'université d'entreprise de l'AFD.

## Comment voyager dans 27 pays sans quitter Marseille

**M**amadou Bocar Sy est un banquier qui connaît les plaisirs comme les difficultés de son métier. « Quand on finance un logement, on finance un projet de vie, pour une famille voire une génération ; on aide un foyer à se constituer, on participe positivement à la vie de nos compatriotes, explique-t-il. Mais le revers, c'est que nous ne trouvons pas toujours de solutions de crédits pour tous et l'on en souffre, intérieurement comme un médecin qui ne peut pas soigner son patient ». Directeur général de la Banque de l'habitat du Sénégal (BHS) depuis 2010, M. Sy a vu de nombreuses vies s'épanouir dans les logements que sa banque a permis de construire dans Dakar et à l'intérieur du Sénégal. « Nous finançons des prêts sur le très long terme jusqu'à 25 ans à des populations aux revenus modestes, car l'objectif de notre banque est d'aider le maximum de Sénégalais à accéder à un logement abordable. » Dès la sortie de ses études à l'université de Cheikh Anta Diop suite à une maîtrise en sciences économiques, Mamadou Bocar Sy intègre la BHS à laquelle il restera fidèle toute sa carrière, avec un intermède de huit ans

à la filiale sénégalaise de la BNP où il a mis en place la direction des affaires immobilières. Durant cette période, il a été administrateur à la BHS pour le compte de cette filiale. Le lien ne s'est donc jamais coupé. Mais avant de rejoindre le groupe BNP, il décide à 34 ans de relever un défi : poursuivre des études en France, pendant une année sabbatique. Il réussit une première fois le concours de l'université d'entreprise de l'AFD : le Centre d'études financières, économiques et bancaires (CEFEB), mais n'avait pas pu se libérer. Il repasse le concours l'année suivante et intègre en 1996 la promotion Nelson Mandela. Il regagne ainsi la France par Marseille avec une bourse et un salaire. La mission du centre est de contribuer au renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage des opérateurs publics et privés partenaires de l'AFD. Depuis sa création, plus de 400 stagiaires sénégalais ont bénéficié de formations au CEFEB et 150 ont suivi les cycles de formation diplômante. M. Sy se rappelle de son changement radical d'environnement. « D'une vie de famille confortable, je me suis retrouvé à 34 ans dans le lit étroit d'une chambre d'étudiant, entouré de 67 camarades provenant de

différents pays africains et autres ». Il se spécialise en option banque, ce sont les formations en stratégie et en gestion d'équipe qui l'ont particulièrement marqué. « En stage, je me suis rendu compte que nous étions doués à Dakar et qu'il n'y avait pas mille manières de faire de la banque, de Paris à Cotonou en passant par Dakar. Mais que la différence se trouvait plutôt dans l'environnement des marchés. » Pourtant, la principale plus-value de son cursus, Bocar Sy la trouve en dehors des classes, dans la communauté soudée qui s'est créée entre les Cefebistes. « Au Cefeb, je me suis fait des amis de 27 nationalités c'est-à-dire que j'ai visité 27 pays, sans quitter Marseille, lance-t-il. Nous cuisinions ensemble, échangeons sur nos cultures. J'ai ainsi pu créer un réseau de confrères à travers l'Afrique. Ils viennent parfois me voir et je les visite aussi. » C'est cet esprit d'entraide et de solidarité qu'il essaie d'appliquer aujourd'hui à la tête de la BHS. Grâce au CEFEB, le jeune timide et réservé est revenu ouvert et plus curieux, jusqu'à avoir l'envie d'explorer malgré lui d'autres horizons, d'où son départ de la BHS après 11 ans. C'était un faux départ ou un aller-retour ! ■





Léopold FAYE

Directeur général  
d'Électrification rurale africaine

## Un “voleur de feu” dans la brousse sénégalaise

À

l'écouter parler de son métier, on aimerait volontiers qualifier Léopold Faye de « Prométhée de l'électricité ». Mais son humilité toute militaire l'empêche d'accepter le qualificatif. « Je suis passé de soldat dans la défense nationale à soldat du développement rural », s'amuse-t-il, racontant ses déplacements réguliers dans les foyers isolés aux confins du Sénégal où il apporte la lumière, notamment sous forme de kits solaires. Ancien officier de l'armée sénégalaise pendant 23 ans, ce sénégalais-allemand, né à Bonn mais ayant grandi à Dakar, a décidé un jour de se reconvertir dans les énergies renouvelables par passion. « L'électricité c'est le cœur du développement, un accélérateur économique », lance-t-il enjoué. Après avoir remis l'uniforme, il a exercé dans le développement des énergies renouvelables en Allemagne puis en France où il a travaillé chez Vergnet, un fabricant français d'éoliennes. Il s'est occupé de l'export vers les pays africains de 2010 à 2014, date à laquelle il a été choisi pour prendre la direction d'ERA (Électrification rurale africaine), une filiale d'EDF créée en 2011. De la planification opérationnelle en zone de conflit comme au Libéria où il

a servi, Léopold Faye est aujourd'hui passé à la planification de projets de développement électrique. Les métiers ne sont pas si différents. « Il faut apprendre à comprendre les populations, leurs besoins. Les populations rurales sont à la fois très intelligentes et très humbles », raconte-t-il. Avec les 43 employés d'ERA, il sillonne une zone de 50 000 km<sup>2</sup> entre Kaffrine, Tambacounda et Kédougou. L'Est rural du Sénégal où les villages sont isolés, loin du réseau de la Senelec et ses infrastructures électriques. L'entreprise propose plusieurs solutions à près d'un million d'habitants. Des kits solaires avec panneau photovoltaïque pour les logements isolés et des petites centrales solaires de 15 à 30 kw dans les villages d'au moins cent résidents. Dans les localités plus importantes, la société raccorde les foyers au réseau. « Cela représente 35 % de notre activité », souligne M. Faye. Afin de supporter cette démarche d'électrification rurale, l'AFD a apporté au projet 7 millions d'euros qui permettront entre autres d'exploiter la concession de la zone pour vingt ans en offrant un service après-vente aux populations. Dans la même optique de développement, ERA cherche à atteindre la parité

en son sein. Pour l'instant, 30 % des employés sont des femmes. « Cela sensibilise les populations et montre aux jeunes filles que d'autres carrières sont envisageables », explique-t-il. L'électricité apporte de nombreux bienfaits : « Quand l'électricité permet à un meunier d'exercer son activité dans un village, il libère les femmes qui avaient la charge de piler les grains au mortier. Elles peuvent alors démarrer une autre activité économique comme le maraîchage, avance-t-il. Quant à l'éclairage, c'est un facteur de sécurité qui permet d'allonger les activités scolaires ou ménagères. » Mais la lumière, si symbolique qu'elle soit, n'est pas la principale préoccupation des populations. Même sans électricité, beaucoup ont déjà des téléphones portables qu'ils rechargent sur le groupe électrogène d'un voisin. Le deuxième appareil le plus demandé est la télévision. Objet de divertissement, il permet surtout « de se sentir inclus dans le monde », affirme M. Faye. Car l'électricité permet ce lien. Elle tire un trait entre les Hommes, les rapproche dans un univers commun. Léopold Faye a beau minimiser son rôle, son statut mythique de voleur de feu ne serait pas usurpé. ■

**Bakary DIOP**

Directeur des études générales  
de la société nationale d'électricité du Sénégal

## Une vie tenue au courant

**B**akary Diop aime son métier et cela se sent. Il en parle avec les mains et conclut ses démonstrations en joignant les doigts comme pour faire passer le courant. Directeur des études générales de la Société nationale d'électricité du Sénégal (Senelec), il est entré en fonction en 1986, après des études à l'école supérieure interafricaine d'électricité (ESIE) alors que son père cheminot aurait voulu, à peine entré au Lycée El Hadj Malick SY de Thiès, qu'il fasse Ponts et chaussée à Paris ou École Polytechnique de Thiès (Sénégal) en perspective d'une carrière à la Régie des Chemins de Fer du Sénégal. Un choix qu'il n'a jamais regretté. « C'est un métier exaltant, central. Avec l'énergie tout se développe et on apporte la lumière dans les foyers », clame-t-il. En 32 ans au service de l'énergie, il a été le témoin privilégié des évolutions du réseau électrique de son pays. Les bonnes expériences n'étant pas toujours les plus éclairantes, commençons par la pire.

« Les émeutes de l'électricité » qui ont saisi Dakar en 2011, suite à des mois de délestages. Des coupures qui dans certains quartiers ont duré plus de 18 heures. « Nous avions des machines en panne à cause d'un mauvais combustible importé, se rappelle-t-il. En plus, le prix du baril de pétrole avait grimpé, nous empêchant d'en acheter suffisamment pour alimenter les centrales. » La colère des citoyens descendus dans la rue les conduisit jusqu'à la destruction d'une agence et le pillage du coffre-fort. « Nous devions cacher les inscriptions Senelec sur nos véhicules. Nous craignons pour nos vies. J'étais Directeur de la production et passais des nuits blanches à chercher des solutions techniques avec les collaborateurs. C'était l'un des moments les plus difficiles de ma carrière. » Afin de répondre à l'urgence de la situation, l'AFD apporte un soutien financier de 60 millions d'euros au plan Takkal (« allumer » en Wolof) afin de réhabiliter les centrales du Sénégal insuffisamment maintenues. « C'était le plus important projet de remise à niveau des infrastructures »,

explique M. Diop. Les travaux ont duré jusqu'en 2013. À l'époque, la stratégie s'appuyait sur le développement du charbon. Mais en 2012, le président de la République choisit de réorienter le plan Takkal vers les énergies renouvelables. Il lance la construction de centrales solaires et éoliennes, puis établit des interconnexions avec les pays voisins pour importer de l'énergie hydroélectrique. Avec le Plan Sénégal émergent, le Sénégal espère atteindre l'accès universel à l'électricité dès 2025. Un objectif « réaliste » selon Bakary Diop. Il y a dix ans nous étions à 54 % de couverture nationale. Aujourd'hui nous sommes à 68 % mais 90 % en zone urbaine. « Par ailleurs, nous prévoyons avec l'AFD de développer un système de Smartgrid afin de répartir l'électricité de manière intelligente, dit-il. Le réseau gèrera automatiquement les transits, les incidents sur les lignes en les redirigeant en cas de besoin ». Un système ambitieux qui devrait à l'avenir reléguer le risque de longues coupures et de délestages intempestifs, à l'état de mauvais souvenir. ■





**DAKAR / 1968**  
La centrale électrique  
Cap des Biches à Dakar.



**DAKAR / 2008**  
Vue de la centrale électrique.



**DAKAR / 1975**  
Deux agents dans une salle de commande  
de la Senelec.



**DAKAR / 2017**



Aminata NDIAYE

30 ans au sein de l'agence AFD de Dakar

## Une graine de savoir dans le terreau de l'AFD

**L'**AFD ? « C'est mon destin ! », lance Aminata Ndiaye dans un large sourire communicatif. De tous les employés de l'agence au Sénégal, c'est elle qui est en activité depuis le plus longtemps avec son collègue Abdoul Mbodj. Son expérience de secrétaire puis de responsable du suivi des projets, elle en parle avec une précision comptable : 32 ans et 3 mois de service, sous 10 directeurs et plus de 50 projets réalisés. Une fidélité sans faille qui remonte au 24 février 1986. « Je me souviens de la date exacte, dit-elle. Ce sont des moments qu'on n'oublie pas ». Fille des indépendances, née en 1960, ses parents quittent Saint-Louis avec le déplacement de la capitale à Dakar. « J'ai grandi entourée de mes frères et sœurs dans la cité nouvelle de Ouagou Niayes où étaient relogées toutes les familles de fonctionnaires ». De ses origines saint-louisiennes, elle a gardé l'élégance des Signares d'antan qui se dessine en foulard gracieusement noué autour de ses cheveux. De tous les projets AFD qui l'ont

marquée, elle évoque la rénovation des ponts Faidherbe, Syrnos et Malick Sy, symboles de rapprochement entre les peuples, ainsi que la construction d'écoles dans la banlieue dakaroise en 2005. Celle que ses collègues surnomment « mère Theresa », admet volontiers avoir raté sa vocation. « Je devais faire une carrière sociale, tonne Aminata qui souhaiterait tant planter dans tous les terreaux, la graine du savoir. Au Sénégal, même si des réalisations sont faites dans le domaine de l'éducation, plus de la moitié d'enfants non scolarisés est constituée de filles. Si l'on veut développer une population, il faut développer son éducation. » Un précepte appliqué à la lettre pour ses trois filles qu'elle a dû élever seule après le décès de son époux en décembre 2007. « Je venais de fêter mes vingt ans dans l'entreprise. Mon mari n'a pas pu toucher ma médaille. Il est parti avant. » La période fut difficile, « mais j'ai un moral de fer, une très forte personnalité et les collègues m'ont beaucoup soutenue », rétorque-t-elle,

combattive. La même année, elle a dû subir une opération du cœur à Clermont-Ferrand. Mais ce n'est pas le mauvais sort qui va entraver son rire. « Désormais mon cardiologue me punit si je fais des bêtises en mangeant trop sucré ou salé, s'amuse-t-elle. Je me suis donc mise à la marche. » En mars 2007, elle créait, avec des collègues, l'amicale des secrétaires de l'AFD dont elle devint la première présidente. Son plus beau fait d'arme : l'organisation d'un concert avec Youssou N'Dour qui a permis de financer un centre de rééducation des enfants sourds muets, les handicapés moteurs, et des denrées pour les femmes de la prison de Rufisque. Après une vie passée à aider ses compatriotes, à deux ans de la retraite, Aminata n'en a pas terminé. L'arrivée d'une petite-fille dans sa première famille, lui a donné envie d'ouvrir une crèche. Mais ce n'est pas ainsi que ses collègues se débarrasseront d'elle. « Je viendrai les voir de temps en temps même s'ils me disent de rester chez moi ! Après tout, l'AFD, c'est comme ma deuxième famille. » ■

Malick NDIAYE

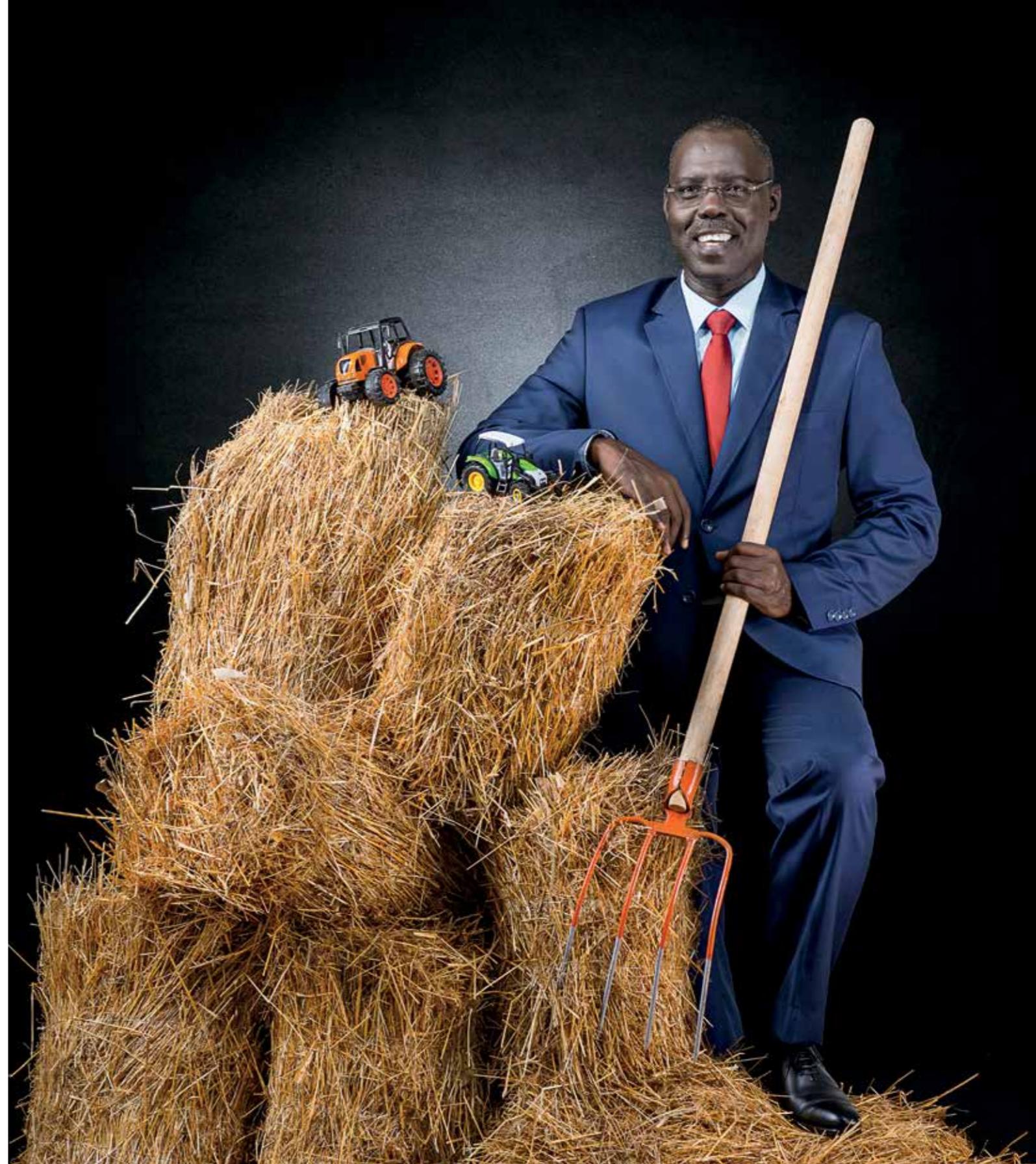
Directeur général de la Caisse nationale  
de crédit agricole du Sénégal

## L'agriculture est une affaire de banquier

**L**a terre, Malick Ndiaye la connaît. Il a grandi les mains dedans. Dès son plus jeune âge, avec ses sept frères et sœurs et sa mère, il a moissonné les champs familiaux d'arachide et de mil, chaque été, conduit l'attelage de chevaux labourant les sols de Taïba Ndiaye sous le soleil ardent de la région de Thiès au Sénégal. Quarante ans plus tard, il n'a pas oublié la terre de ses origines. Elle l'a suivi tout au long de sa carrière, de ses études supérieures en agronomie, jusqu'au sommet. Depuis trois ans, il est le directeur général de la Caisse nationale de crédit agricole (CNCAS) et souhaite fournir aux agriculteurs de son pays les moyens financiers permettant l'émergence de leur activité. Premier outil de la politique de financement du secteur agricole au Sénégal, sa banque bénéficie depuis 2016 du projet d'appui à l'investissement agricole financé à hauteur de 15,3 millions d'euros par l'AFD. La banque agricole proposait principalement des crédits à court terme à taux bonifiés. Avec les ressources tirées du partenariat, elle

est en mesure de proposer une offre spécifique de crédit à l'investissement pour développer une agriculture plus performante et résistante aux changements climatiques. « *Nous pouvons désormais effectuer des prêts à long terme, sur dix ans, à des taux très favorables, avance Malick Ndiaye. Nous travaillons directement avec les unions, les coopératives et les organisations villageoises en leur apportant des engins de récolte, des tracteurs pour la terre et des intrants* ». La majorité de ces prêts se concentrent sur la zone bordant le fleuve Sénégal, cœur hydro-agricole du pays, où se concentrent plusieurs cultures, en particulier celle du riz. Estimé à 240 000 hectares, le potentiel agricole, s'il n'est pas encore suffisamment exploité, a bénéficié récemment d'une accélération de son développement. « *On voit de plus en plus d'acteurs qui s'installent près du fleuve et qui diversifient la production locale en cultivant des tomates, des pommes de terre, de l'oignon ou des patates douces, explique M. Ndiaye. On sent une volonté de se moderniser, mécaniser les pratiques grâce aux outils innovants et d'améliorer la*

*commercialisation de notre production nationale* ». Aujourd'hui, lorsqu'on circule dans les supermarchés sénégalais, les sacs de riz locaux remplacent de plus en plus le riz importé d'Asie du sud-est. « *Notre banque et nos partenaires bailleurs ont beaucoup contribué à la revalorisation et à la commercialisation de notre production locale, soutient M. Ndiaye. Nous ajoutons de la valeur pour nos agriculteurs et nos industries et mettons moins de devises à importer du riz, tout en développant notre savoir-faire. Pour cela, j'espère qu'un jour nous arriverons à une autosuffisance en riz au Sénégal.* » Ce combat, il le mène de bas en haut. « *Quand je discute avec une autorité de la République (ministre ou autre), je lui rappelle le caractère primordial de la terre et de l'agriculture. Avoir de quoi manger. C'est une fierté qui en plus donne du travail et tire la croissance de toute l'économie* ». Un discours qu'il tient sans doute aussi à ses enfants lorsqu'il les emmène travailler au champ, sur les terres du village qui l'ont vu grandir. ■





**MATAM / 2017**

Des ouvriers battent le riz. 80 hectares de riz sont aujourd'hui cultivés grâce au projet d'amélioration de la sécurité alimentaire et de la mise en marché des produits agricoles dans la région de Matam (ASAMM).



**SAINT-LOUIS / 2017**

Des ouvriers chargent en vrac le riz récolté.



**THIOBALEL / 2017**

Une batteuse utilisée lors d'une récolte.

## *Abdoulaye NDAO*

Portraitiste de l'exposition

Né à Lyon en 1986, Abdoulaye Ndao, alias Layepro, est réalisateur, professionnel de l'image, diplômé en management des technologies de l'information. Issu d'une cellule familiale où les arts ont toujours été présents, il se passionne très tôt pour les arts visuels et plus particulièrement pour la photographie. Ses œuvres sont à mi-chemin entre la photographie éditoriale, les paysages, les portraits et la publicité. Son style est basé essentiellement sur de forts contrastes de couleurs,

des expressions faciales et corporelles accentuées, toujours accompagnées d'une touche conceptuelle. Auteur de la photo officielle de M. Macky Sall, président de la République du Sénégal, Abdoulaye Ndao a déjà regalé avec son talent plusieurs grandes entreprises sous la dictée d'un cœur généreux, sous ses yeux radioscopiques et sous l'inspiration de son esprit bouillonnant de créativité, Abdoulaye a toujours comme crédo: « *transformer l'ordinaire en extraordinaire* ».



Institution financière publique et solidaire, l'AFD est l'acteur central de la politique de développement de la France. Elle s'engage sur des projets qui améliorent concrètement le quotidien des populations, dans les pays en développement, émergents et l'Outre-mer. Intervenant dans de nombreux secteurs -énergie, santé, biodiversité, eau, numérique, formation-, l'AFD accompagne la transition vers un monde plus sûr, plus juste et plus durable, un monde en commun. Son action s'inscrit pleinement dans le cadre des objectifs de développement durable (ODD).

Présente dans 109 pays via un réseau de 85 agences, l'AFD accompagne aujourd'hui plus de 3500 projets de développement. En 2017, elle a engagé 10,4 milliards d'euros au financement de ces projets.

## - C R É D I T S -

<b>Abdoulaye Ndao (Layepro)</b> .....	Pages 1, 5, 6, 11, 14, 19, 22, 27, 31, 32, 37, 38, 41, 44, 47, 50
<b>AFD</b> .....	Pages 43 haut
<b>Clément Tardif</b> :.....	Pages 12 bas, 13, 24, 43 bas
<b>Daniel Riffet</b> :.....	Pages 35
<b>Droits réservés</b> :.....	Pages 12 haut, 20, 21, 42
<b>Emmanuelle Andrianjafy</b> :.....	Pages 8, 9, 48, 49
<b>Vincent Tremeau</b> :.....	Pages 16 bas, 17, 25 haut, 28, 29, 34

